

*Questions orales***L'ENVIRONNEMENT**

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, le défi que la protection de l'environnement pose à tous les Canadiens est particulièrement important pour les travailleurs dont le gagne-pain dépend de nos forêts. La semaine dernière, à la conférence du Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique, à Vancouver, les délégués ont débattu et adopté des résolutions reconnaissant l'importance de protéger l'environnement et réclamé l'adoption d'une politique qui insiste sur la suppression des méthodes d'abattage excessif, qui fasse la promotion de la recherche et du développement, qui lance un programme agressif de reboisement et qui favorise une utilisation équitable du terrain. A aussi été adoptée une résolution prévoyant la tenue dans tout le syndicat d'un référendum sur la création d'un fonds de protection de l'environnement.

Trop souvent, les travailleurs forestiers se trouvent coincés dans des querelles de ressources entre le secteur industriel et le gouvernement. Comme l'a dit un délégué au sujet de la ressource que constituent nos forêts, «Moi aussi, je suis pour la protection de l'environnement, car mon emploi en dépend.»

* * *

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

M. Larry Schneider (Regina—Wascana): Monsieur le Président, je tiens à signaler aujourd'hui le travail inlassable qu'effectue dans l'intérêt supérieur des agriculteurs de l'ouest du Canada la Commission canadienne du blé. Cette organisation a toujours travaillé activement à trouver de nouveaux marchés et à étendre ceux que nous avons déjà.

A l'heure actuelle, la Commission canadienne du blé vend les céréales de l'ouest du Canada à plus d'une soixantaine de pays dans le monde entier. Au cours des quatre dernières années, les énormes subventions à l'exportation dont bénéficient les agriculteurs des États-Unis et de la Communauté économique européenne ont compliqué grandement le travail de la Commission canadienne du blé. Et le fait que la récolte de 1988 n'a pas été très bonne n'a pas arrangé les choses.

En dépit des mauvaises conditions, la Commission canadienne du blé a réussi à défendre notre position sur le marché international. Avec des récoltes bien meilleures, cette organisation va sûrement relever les défis de l'avenir aussi bien que ceux du passé. Je suis persuadé que la Commission canadienne du blé va demeurer la

pierre angulaire du système de commercialisation des céréales de l'ouest du Canada.

* * *

LES MUNICIPALITÉS

M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester): Monsieur le Président, mardi dernier j'ai eu le privilège de présider le Groupe de travail national du Parti libéral sur l'infrastructure municipale. Tous les Canadiens ont droit à de l'eau propre, de l'air frais, des systèmes d'égout adéquats, des ponts sûrs et de bonnes routes.

[Français]

Mais, d'après ce que j'ai pu constater, suite aux représentations des municipalités de la région d'Ottawa—Carleton, l'infrastructure municipale est dans un état lamentable et requiert la participation financière du gouvernement fédéral.

[Traduction]

Je crois que tous les ordres de gouvernement sont tenus d'améliorer notre infrastructure. On ne peut s'attendre à ce que le fardeau financier de la gestion de l'infrastructure incombe uniquement à l'administration municipale, que ce soit dans la région d'Ottawa où le gouvernement fédéral s'en tire à très bon compte vu qu'il fait un usage intensif de l'infrastructure locale, ou n'importe où ailleurs au pays.

[Français]

Je demande donc au gouvernement de reconnaître immédiatement l'importance du maintien des infrastructures urbaines en appuyant financièrement les municipalités canadiennes.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai quelques questions à poser au premier ministre au sujet de son prochain voyage international. Il y a quatre ans, le 28 octobre 1985, le premier ministre disait ceci à l'Assemblée générale des Nations Unies:

S'il n'y a pas de changements fondamentaux en Afrique du Sud, nous sommes prêts à prendre toutes les sanctions possibles contre ce pays et son régime répressif. S'il n'y a pas de progrès dans le démantèlement de l'apartheid, nos relations avec l'Afrique du Sud devront peut-être être rompues complètement.